

Le Forum de São Paulo : une expérience d'unité de la gauche qui a changé l'Amérique latine

Maité Mola

Vice-présidente du PGE, membre du PCE, et de Izquierda Unida

Obey Ament

Coordinateur du Groupe de travail Amérique latine-Caraïbes du PGE

Depuis près d'un quart de siècle, la gauche latino-américaine vit une expérience inédite de travail en commun, de réflexion et de débats.

Ni nouvelle internationale ouvrière, ni lieu d'élaboration d'un programme unique, le Forum de São Paulo (FSP), qui réunit plus de 50 partis du large spectre politique de la gauche latino-américaine, est devenu au fil du temps un espace de convergence et de coordination de l'action solidaire des forces qui le composent.

Celles-ci considèrent sa diversité, son unité et son ouverture comme nécessaires pour accéder au pouvoir politique et réaliser l'objectif d'une intégration régionale progressiste.

L'idée de la création d'un tel espace est née d'une conversation entre Luiz Inácio Ferreira da Silva, alors dirigeant du nouvellement créé Parti des travailleurs du Brésil, et Fidel Castro, premier secrétaire du Parti communiste de Cuba. À l'invitation du PT, une « rencontre des partis et organisations de gauche d'Amérique latine et de la Caraïbe » s'est tenue dans la ville de São Paulo en juin 1990.

Cette première rencontre, dans le contexte de la chute du mur de Berlin et des débats et campagnes médiatiques autour de la « mort du communisme », a montré que la gauche était déterminée à ne pas renoncer à ses objectifs progressistes. La déclaration adoptée par les 48 partis et sensibilités présents affirmait la volonté de « rénover la pensée de la gauche et du socialisme, réaffirmer son caractère émancipateur, corriger les conceptions erronées, dépasser toute expression de bureaucratisme et toute absence d'une véritable démocra-

tie sociale et de masse ». Elle refusait « toute prétention à profiter de la crise en Europe orientale pour favoriser la restauration capitaliste » et d'encourager les illusions sur « d'inexistantes bontés du libéralisme et du capitalisme ». Elle analysait également les changements de l'ordre international et ses répercussions en Amérique latine, l'impact du néolibéralisme, la crise du « socialisme réel » et évoquait la question des stratégies politiques.

Cet espace politique qui prit le nom de « Forum de São Paulo » s'achemine vers sa 20^e édition, après être passé de la résistance à l'offensive néolibérale des années 1990 à la conquête d'espaces de pouvoir, incluant celui des gouvernements d'une bonne partie des pays du continent.

L'offensive néolibérale des années 1980 et 1990 a imposé les solutions du FMI après la crise de la dette : ajustement structurel et démantèlement des économies et des États construits pendant les années du « développementisme » qui visait à sortir les pays de la région de la dépendance grâce à l'industrialisation et à la substitution des importations. Le modèle mis en œuvre pendant la dictature d'Augusto Pinochet était devenu le modèle suivi par les gouvernements civils sur tout le continent américain et l'offensive idéologique avait fini par imposer l'idée qu'une « société libre » associe « marché libre » et « démocratie représentative », excluant ainsi tant le socialisme cubain que toute autre tentative d'alternative au capitalisme.

En 1994 fut créée une zone de libre-échange nord-américaine associant les États-Unis, le Mexique et le Canada, premier pas vers la constitution d'un grand marché continental, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA, ALCA en espagnol). Ce grand projet politique, proposé par George Bush père, était né dans le cadre de l'Initiative pour les Amériques qui réunissait les présidents de l'ensemble des pays du continent à l'exception de Cuba. L'Organisation des États américains (OEA), instrument politique de l'hégémonie étasunienne, devint le cadre institutionnel du modèle néolibéral avec l'adoption d'une « Charte démocratique ».

C'est dans un tel contexte politique, dominé par le néolibéralisme et marqué par une nouvelle offensive de conquête politique et économique de la part de Washington, que la gauche politique et sociale latino-américaine a organisé sa résistance. La confrontation avec les forces néolibérales a préparé le terrain à la conquête de nouveaux espaces politiques. La possibilité de gagner le pouvoir dans certains pays a fait évoluer les débats au sein du FSP vers des questions de stratégies politiques : quelles alliances permettront la victoire ? Faut-il se rapprocher du centre ? Quels partis peuvent intégrer le Forum ? Jusqu'où peut aller l'ouverture ? Les organisations armées ont-elles une place dans le Forum ? Quelle doit être la teneur des contenus programmatiques ? Quel fonctionnement pour le FSP ?

Les victoires de la gauche aux présidentielles au Venezuela (1998), au Brésil (2002), les progrès électoraux qui ont permis de gagner des gouvernements de régions ou de capitales dans certains pays (El Salvador, Uruguay, Mexique),

ainsi que le développement de grandes luttes en Équateur, en Bolivie et en Argentine et les leçons tirées de certaines expériences négatives d'alliance avec le centre ont conduit la gauche latino-américaine à un débat plus centré sur l'élaboration de politiques concrètes de transformation. Elle se rapprocha des mouvements sociaux et le FSP s'inscrivit dans les débats du Forum social mondial.

Le Forum s'est affirmé de nouveau comme un espace pluriel de coordination d'initiatives politiques alors que s'ouvrait une nouvelle étape. Le fonctionnement du FSP, la coordination de ses activités et l'organisation de ses rencontres sont assurés par un groupe de travail formé d'un petit nombre de partis et d'un secrétariat dont le siège est à São Paulo. L'admission de nouveaux partis est possible s'ils acceptent les documents adoptés dans les réunions du forum et avec l'assentiment des organisations membres du pays du demandeur.

Après les victoires au Venezuela et au Brésil, les forces de gauche sont arrivées au gouvernement en Argentine, en Bolivie, en Uruguay, en Équateur, au Nicaragua, au Salvador, au Honduras et au Paraguay.

Les progrès réalisés sont importants tant du point de vue de la démocratie que des questions économiques, sociales et culturelles. L'hégémonie étasunienne et l'idéologie néolibérale ont reculé et, grâce à l'action des gouvernements progressistes, différents espaces d'intégration régionale ont été créés, comme l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et la Communauté des États latino-américains et caraïbes (CELAC). Ce sont trois espaces de concertation politique, de prévention des conflits et de coopération. Cuba, exclue en 1962 de toutes les instances politiques régionales pour avoir choisi l'option socialiste, occupe aujourd'hui la présidence de la CELAC. Sa présence est un fait politique de première importance, témoignant, au-delà de la réparation d'une injustice, d'un acte de souveraineté des gouvernements de la région.

Un autre fait significatif fut le rejet définitif par la majorité des États latino-américains de l'Accord de libre-échange des Amériques en 2005. L'OEA a depuis lors perdu une bonne part de son statut politique malgré les efforts de Washington et de ses alliés pour lui donner une nouvelle légitimité.

Avec le début de la crise en 2008-2009, les difficultés et les obstacles sont devenus plus évidents. Le modèle politique et économique fondé sur la redistribution des richesses obtenues par l'exploitation des ressources naturelles dans le cadre du capitalisme a montré ses limites de plus en plus clairement. Les débats du FSP soulignent la nécessité du renforcement des gouvernements de gauche par un approfondissement de leurs politiques de transformation et insistent sur la solidarité mutuelle en vue de la conquête d'autres gouvernements.

La question d'une intégration régionale, politique, économique et sociale est considérée comme particulièrement importante.

La récente « Alliance du Pacifique » qui regroupe le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili, contreprojet néolibéral d'intégration s'opposant au projet progressiste, tient une place importante dans la contre-offensive lancée par l'administration Obama et ses alliés.

La dernière rencontre du Forum qui s'est tenue dans la ville de São Paulo fin juillet 2013 a adopté un plan d'action et une déclaration politique qui prévoit une série de campagnes et d'initiatives, dont des actions de solidarité avec les partis affrontant des élections en 2014, une campagne pour la paix en Colombie ou encore une délégation devant se rendre dans certains pays du Moyen-Orient.

Les politiques des gouvernements européens face à la crise inquiètent les partis du FSP. Dans son discours à l'ouverture de la dernière rencontre, l'ex-président brésilien Lula da Silva, partant des récents mouvements populaires qui ont secoué le Brésil en début d'année, a insisté sur la nécessité pour la gauche de ne pas s'éloigner du peuple. Il a pris comme exemple le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero et le Parti démocrate italien qui ont, selon lui, un discours très proche de celui de la droite.

Depuis quelques années, le FSP et le Parti de la gauche européenne ont établi des relations de coopération politique qui portent leurs fruits : le dialogue entamé sur différents sujets a permis une meilleure compréhension des réalités et des stratégies des partis. C'est une coopération qui se veut concrète et non formelle ou rhétorique. Deux séminaires ont été organisés sur les questions liées aux droits des émigrants, les formes de participation aux luttes et à la vie politique des pays qui les reçoivent. D'autres rencontres ont permis des échanges sur les questions liées à la crise du capitalisme, aux formes d'intégration régionales ou à la paix.

Ce type de rencontres entre forces de gauche de continents différents pourrait être une nouvelle contribution au renouvellement de la pensée progressiste et à la création d'espaces de coopération pour un nouvel internationalisme.

En un quart de siècle, le FSP, les forces qui le composent, ont réussi à modifier le rapport de force politique de tout le continent. Les transformations mises en œuvre donnent à la gauche latino-américaine toute sa légitimité face aux peuples. ■